



Le djihadisme au Sahel : enjeux et perspectives

Boubé Namaïwa*

Résumé

Aujourd'hui, à travers le monde, l'opinion la mieux partagée, c'est le lien essentiel que l'on établit entre islam et violence. L'Afrique, en raison de la montée d'un islamisme radical menant au *djihadisme*, se trouve, malheureusement, au cœur de cette vision, principalement à cause des tournures que prennent les événements dans la bande saharo-sahélienne. Là, les différents États font face à une atmosphère d'insécurité qui menace leur stabilité. Trois axes constituent les différentes articulations de ce texte. Le premier traite du dynamisme de l'islam sahélien, que l'on ne saurait plus borner à la simple contemplation. Le deuxième fait des insuffisances de la gouvernance démocratique les terrains sur lesquels se fondent les *djihadistes* pour avoir des sympathies au sein des masses populaires qu'ils transforment en acteurs ou instruments. Le troisième, enfin, dégage cinq pistes de réflexion et d'action afin de lutter contre ce phénomène qui a tendance à se globaliser.

Mots clés : démocratie, djihad, justice, Shari'a, terrorisme

Abstract

Today, the best shared opinion across the world is of the essential connection between Islam and violence due to the rise of radical Islamism leading to jihadism. Unfortunately, Africa is at the heart of this vision, mainly because of the events taking place in the Sahel, and the various states facing an atmosphere of insecurity that threatens their stability. Three axes constitute the different articulations of this narrative. The first deals with the dynamism of Sahelian Islam, which can no longer be confined to mere contemplation. The second is the inadequacies of democratic governance, the soil on which jihadists base themselves to have sympathies among the popular masses, whom they transform into actors or instruments. And the third identifies

* Maître de conférences, Département de philosophie, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal. Email : bnamaïwa@gmail.com

five avenues of reflection and action to combat this phenomenon which has to become globalized.

Keywords: democracy, djihad, justice, Shari'a, terrorism

Introduction

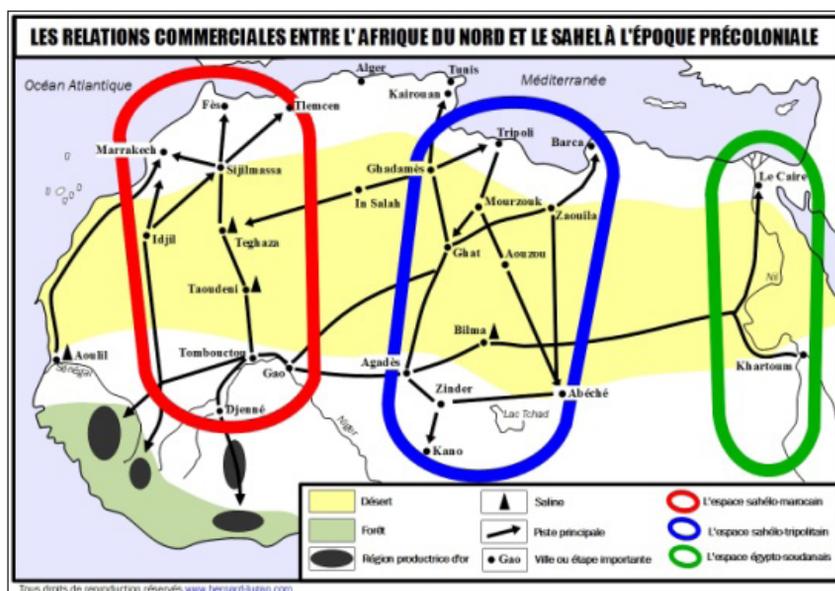
« Quiconque aura commis une mauvaise action, agit iniquement envers sa propre âme... » Coran, IV:110

La fin du XXe siècle et le début du XXIe constituent des tournants importants dans l'émergence d'une réflexion épistémologique sur les questions relatives à la sécurité dans le monde et singulièrement sur le continent africain. Presque partout, en effet, l'Afrique fait face à des problèmes de sécurité consécutifs aux guerres, conflits et tensions de toute sorte, qui menacent dangereusement la stabilité des États, la paix et la quiétude des citoyens. Ces guerres, conflits et tensions revêtent des visages multiples et variés, allant des conflits inter-ethniques aux guerres intra-étatiques en passant par les soulèvements populaires, les affrontements interreligieux, les attentats, les rébellions, et plus récemment le djihadisme débordant le cadre des frontières coloniales, aux allures de guerre civile.



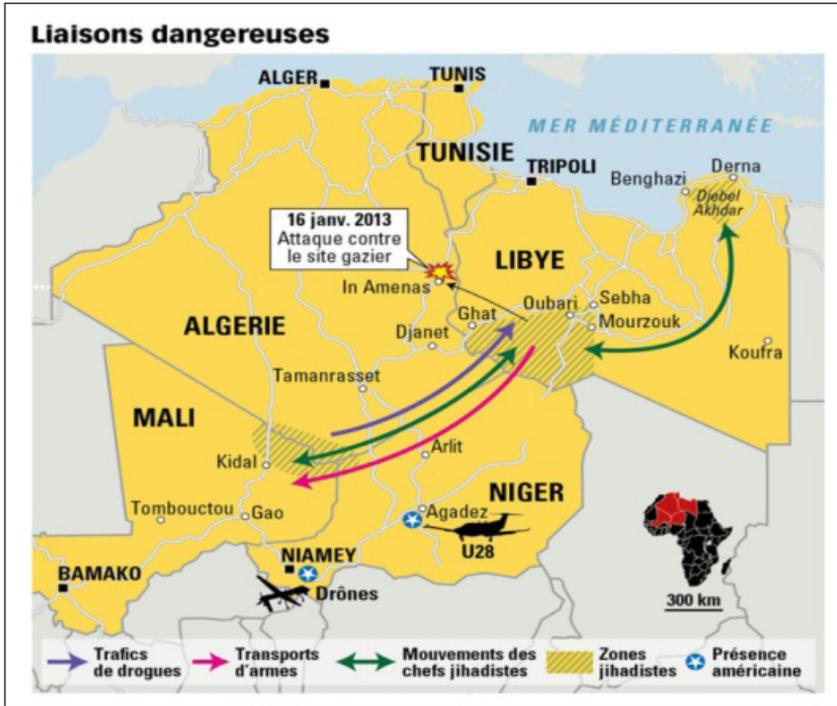
Carte 1 : L'espace supposé d'un futur Califat islamique avec la Shari'a comme Loi fondamentale

Mais de toutes les parties du continent africain qui connaissent ce regain de tensions et de violences, la bande saharo-sahélienne est celle qui focalise le plus les esprits en raison de la tournure que prennent les événements¹ et des enjeux que génère cette tension. C'est ainsi que cet espace est devenu la plaque tournante de tous les trafics (drogue, armes et êtres humains) sur le modèle du commerce transsaharien qui, jadis, faisait la prospérité de cette aire géographique et favorisait, par la même occasion, un échange d'idées entre le nord et le sud du continent (voir Namaïwa 2013).



Carte 2 : Les relations commerciales entre l'Afrique du Nord et le Sahel à l'époque pré-coloniale

Aujourd'hui, cet espace est à la fois un repaire (voir carte 3 *infra*) et un repère (voir carte 4 *infra*) pour certains mouvements terroristes ou *djihadistes* qui veulent y instaurer un État (ou Califat) islamique (voir carte 1 *supra*) et y appliquer la *Shari'a* dans ce qu'elle a de plus négatif, car touchant l'intégrité physique et morale des citoyens. Il en résulte un sentiment d'insécurité et de terreur dans tous les esprits, ce qui occasionne un déplacement massif des populations vers des zones plus ou moins sûres. Mais là aussi, elles ne tarderont pas à faire face à l'insécurité alimentaire, sanitaire et d'approvisionnement en eau potable.



Carte 3 : Les pistes des trafics saharo-sahéliens aujourd'hui

Dans ce texte, nous voudrions surtout nous arrêter sur le *djihadisme* et proposer quelques pistes de réflexion qui nous semblent importantes dans la recherche d'une solution durable à ce fléau.

Le dynamisme de l'islam en Afrique

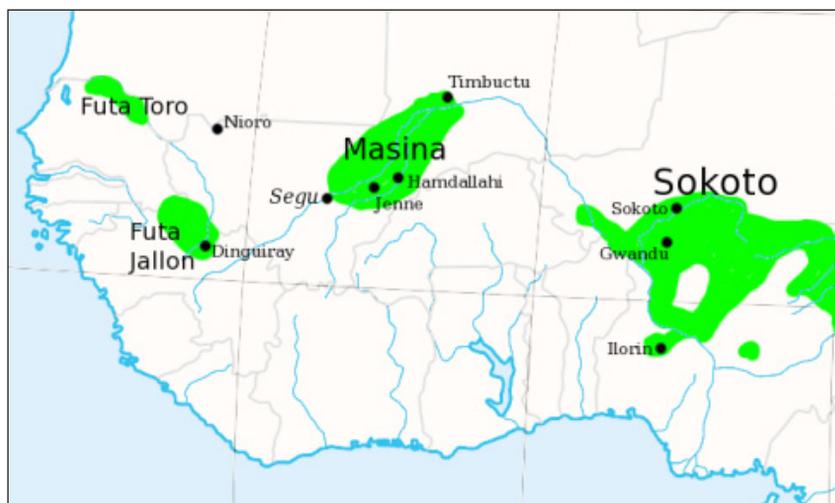
Depuis l'époque coloniale jusqu'à une époque très récente, la plupart des dirigeants africains et des chercheurs ont considéré que la vie des musulmans africains était figée. Cette méprise pousse certains dirigeants à présenter l'islam en Afrique et les musulmans de cette contrée comme incapables de terrorisme, de *djihadisme*. Certains dirigeants africains n'hésitent même pas, pour faire bonne figure aux yeux de la communauté internationale, à pousser cet angélisme à l'extrême². Du côté des chercheurs, africains ou non, l'islam pratiqué par les « Noirs » est présenté sous son visage pittoresque, enfantin, rustre, tolérant (aux sens faible et fort du mot). Ce faisant, on oublie la nature de l'homme et le caractère dynamique de toute société³.

L'islam africain, non moins que celui pratiqué dans d'autres régions musulmanes, est en perpétuelle évolution ; il est en mouvement et s'adapte

au contexte tout en faisant sa mue. Les Africains musulmans « Noirs » sont tout aussi en mesure de verser dans des actions que l'on attribue fort maladroitement à la « culture arabe ». Ce sont avant tout des hommes, et à ce titre, comme le souligne Tariq Ramadan, « en chacun de nous, il existe deux voies : la voie de l'acceptation et de l'obéissance et la voie du refus et de la négation » (Ramadan 2002:24). Il faut donc être frappé d'une cécité intellectuelle pour ne pas constater les différentes mutations, souvent fulgurantes, qui s'opèrent dans nos sociétés musulmanes⁴.

Pourtant, dès 1891, Maurice Ansiaux, dans son article « Les confréries musulmanes et leur rôle politique », avertissait :

Les colonies européennes en pays musulmans courent, à l'heure actuelle, un péril d'une extrême gravité. [...] ce péril imminent et qui grandit tous les jours [...] sont ces ordres [...] dont nous avons à redouter la puissance et l'influence sans cesse croissantes. Ils constituent, au sein de cet islam qu'on se plaît à représenter comme irrémédiablement déchu, des éléments capables de le régénérer et de lui donner une vigueur nouvelle (Ansiaux 1891:3).



Carte 4 : Espaces de *djihad* au XIXe siècle

Il est à noter que Sokoto et Masina, qui ont été, au XIXe siècle, les théâtres des djihads menés respectivement par Uthman Dan Fodio et Elhadj Umar Futiyyu Tall, le sont redevenus aujourd'hui et que dans les deux Futa (Toro au Sénégal et Jallon en Guinée), épargnés jusqu'ici, les menaces sont réelles.

Si cette régénération n'a pas été immédiatement contemporaine de ces propos, elle aura lieu sous les États indépendants, et précisément à la faveur de leur démocratisation. Au Sahel, on peut même affirmer à la suite d'Ansiaux que

La prise en considération de l'islam en Afrique noire ne tient donc pas seulement à la masse démographique qu'il représente. Ses communautés manifestent une très grande vitalité spirituelle et intellectuelle, avec des mouvements très diversifiés, qui ne se révèlent pas seulement dans le domaine religieux, mais aussi dans la vie politique économique et, bien sûr, culturelle (Moreau 1982:39).

En somme, l'étau, qui les confinait dans une situation de quasi inexistence, s'est desserré à la faveur de la démocratie. Les démons sont libérés, pour ainsi dire.

Aujourd'hui, à travers le monde, l'opinion la mieux partagée, c'est l'association ou le lien indissoluble que l'on établit entre islam et violence. L'Afrique se trouve bien évidemment désormais au cœur de cette vision. Tout indique, au regard des événements qui endeuillent presque chaque jour l'humanité et qui sont le fait de certains hommes se réclamant ouvertement de la religion musulmane, que l'islam est une religion porteuse et génératrice de violence.

Souleymane Bachir Diagne évoque cette image de l'islam pour s'en offusquer ensuite quand il écrit : « La religion islamique évoque immédiatement des images de violence et de folie meurtrière dont nos journaux sont remplis » (Diagne 2010:45). L'équation islam/violence, à ses yeux, n'est pas essentielle. Dieu ne dit-il pas que « Celui qui tuera un croyant volontairement aura l'enfer pour récompense ; il y demeurera éternellement. Dieu irrité contre lui le maudira et le condamnera à un supplice terrible » (Coran IV:95). Il s'insurge donc contre cet essentialisme qui lie intrinsèquement « islam et violence », même si dans notre monde contemporain cela semble prouvé.

L'espace problématique du *djihadisme* (idéologie basée sur la pratique du djihad, curieusement sur « le petit *djihad* ») au Sahel, donc, n'est véritablement envisageable que dans le strict paradigme définissant le rapport entre démocratie et islam. C'est maintenant, et ici, que le propos prend tout son sens et sa signification. C'est ici qu'il sera clarifié et ici que les positions seront affirmées. Il n'y a pas de doute que le *djihadisme* est un fléau qui menace l'humanité. Des textes l'attestent, des hommes y incitent, l'actualité le prouve. C'est un fléau qui n'épargne même pas la communauté internationale, étant entendu qu'il est loisible de décréter que tel ou tel n'est pas musulman pour cause de non appartenance à la même voie⁵. Les acteurs, les modes opératoires, la violence des actions obligent aujourd'hui à regarder la réalité en face et à l'analyser avec toute l'intelligence et la lucidité nécessaires.

Sur le continent africain, la vision assez simpliste et réductrice qui a souvent angélisé l'islam (que certains n'hésitent même pas à traiter « d'islam

noir ») est désuète. Penser, comme le dit Ansiaux, que les musulmans africains se

Vouent d'une manière exclusive à la contemplation et au mysticisme ou tout au moins à la prière et à la retraite [...] à la charité [ou], encore, sous l'emprise d'une sorte d'hallucination, se livrent à des pratiques extravagantes qui, d'ailleurs, ne sont pas entièrement exemptes de charlatanisme (Ansiaux *op. cit.*:4-5), relève d'une erreur monumentale.

La pratique de l'islam des Africains ne se situe plus uniquement dans les simples limites de la mosquée, confinée dans une contemplation que la mystique, qui semble la mieux répandue, lui impose. Cet islam déborde désormais le cadre du culte et investit la sphère politique et la rue. C'est le lieu de dire ici avec Ansiaux qu'au-delà du voile des apparences, la réalité est tout autre. Au sein de la communauté musulmane africaine

Il y a des ordres gouvernementaux et des ordres révolutionnaires. Mais les premiers sont rares et ne jouissent que d'une médiocre popularité ; les seconds, à l'opposé, sont nombreux et aimés de la plèbe musulmane frondeuse et fanatique. (*Ibid.*)

Une telle catégorisation a pris plus d'importance aujourd'hui avec les problèmes que rencontrent les masses populaires⁶. Le temps où le musulman africain se posait en simple spectateur du jeu politique est incontestablement révolu. D'autant plus que dès la fin du XIXe siècle, Ansiaux soutient qu'il ne faut pas se méprendre : « c'est l'ingérence dans les affaires temporelles qui constitue le but ordinaire » (Ansiaux, *op. cit.*:5) de chaque congrégation musulmane, quelle que soit son obéissance, même ces ordres mendiants, voyageurs et commerçants qui semblent totalement détachés des préoccupations politiques.

Il semble que « l'idée qui domine chez [les révolutionnaires], c'est l'hostilité et la haine contre les gouvernements civils, mais par-dessus tout contre les maîtres infidèles » (*ibidem*).

Si cette haine ou cette hostilité était au départ dirigée contre les colonisateurs européens, aujourd'hui elle est orientée vers les dirigeants africains, incapables de s'affranchir, à leurs yeux, de la tutelle des anciennes puissances colonisatrices.

La haine [...] atteint chez eux un degré d'intensité extrême. C'est le désir de tous les instants, c'est l'ambition la plus chère, que le tempérament et le sentiment national aiguillonnent et que la religion rend sacrée, dit encore Ansiaux (*loc. cit.*).

Ces propos peuvent être caractéristiques de l'état d'esprit de « nos » djihadistes d'aujourd'hui. Plus significatif est cet avertissement qui date de

plus d'un siècle, mais que les dirigeants africains n'ont pas su intégrer dans leurs discours, a *fortiori* dans leurs plans :

Fussent-elles les associations les plus inoffensives du monde, des congrégations dont les ramifications couvrent une si vaste étendue de territoire mériteraient d'être étudiées et observées avec soin ; [...] loin d'être pacifiques, elles sont militantes, du moins pour la plupart, loin de n'avoir en vue que [...] la retraite religieuse, elles tiennent les yeux fixés sur les choses de ce monde dont la direction et le gouvernement sont, dans plus d'une contrée déjà, devenus leurs proies. (*Ibid.*:4)

Quelle est alors la situation concrète qui pousse les djihadistes à agir ?

Les tares de la gouvernance démocratique

Sans vouloir justifier lesdites actions, il est tout de même important de souligner que ce sont les insuffisances⁷ de la gouvernance démocratique au Sahel qui offrent l'opportunité aux *djihadistes* d'opérer et d'avoir des sympathies au sein des masses populaires qu'ils transforment en acteurs ou instruments. En effet, depuis bientôt une trentaine d'années, dans la plupart des pays sahéliens, la gouvernance démocratique peine encore à accomplir les prédictions d'un développement. Il en est résulté une perte de confiance des peuples, désabusés qu'ils sont, envers les processus démocratiques. La désillusion devient totale eu égard aux comportements des dirigeants arrivés au pouvoir par le biais de la consultation populaire. Non seulement les leviers de la démocratie sont utilisés pour s'éterniser au pouvoir, mais en plus ils donnent accès à un enrichissement illicite, tandis que les masses croupissent encore dans la misère. Or c'est justement cet état de fait qui a contribué fortement à mobiliser les peuples lors des revendications pour l'instauration d'un ordre véritablement démocratique dans lequel le citoyen aura un droit de regard sur la gestion de la chose publique. Mais en lieu et place de la transparence et d'une éthique, il n'y eut qu'opacité. La justice sociale tant souhaitée se faisant encore désirer, tout l'engouement, tout l'engagement et tous les espoirs suscités par les luttes démocratiques dans les années quatre-vingt-dix finirent par s'éteindre. On a vite fait d'oublier que « la vertu de justice est de l'essence de la société civile, car l'administration de la justice est l'ordre même de la communauté politique, elle est une discrimination de ce qui est juste », comme dit Aristote⁸. Autrement dit, que la cité est le milieu naturel où se développe le sentiment de justice. Il faut en comprendre que la vertu de justice est la vertu du citoyen. Il y aspire de tout son être. Hors de ce cadre, le citoyen a tendance à se rebeller.

En revanche, les peuples assistent à l'émergence d'une nouvelle classe politique plus préoccupée de s'enrichir illicitement et impunément que de

faire face aux vrais problèmes de société, surtout au chômage qui frappe les jeunes⁹. À ce sujet, il est important de souligner que les régions riveraines du bassin du lac Tchad, tout comme le « nord Mali » appelé *Azawad* par les mouvements rebelles, sont des creusets contemporains du *djihadisme* du Sahel et ont été pendant longtemps frappées d'ostracisme par les différents régimes et gouvernements qu'ont connus ces pays. Ainsi délaissées, voire dans certains cas ignorées, c'est à juste titre que les populations (ayant cru en vain qu'avec la démocratisation de nos pays leur situation serait améliorée, les impliquant directement dans la gestion et mettant en œuvre une politique beaucoup plus significative dans la prise en charge de leurs problèmes sociaux) se tournent vers les *djihadistes* qui leur font miroiter des lendemains meilleurs. Le discours religieux que leur servent les *djihadistes* devient tout simplement recevable¹⁰.

La gouvernance démocratique, parce que corrompue par les acteurs, est donc loin de tenir ses promesses de justice sociale. Elle ne fut pas source du mieux-être et du bien-être pour lesquels les couches africaines les plus défavorisées, sahéliennes en particulier, se sont battues et auxquels elles s'attendent légitimement¹¹. Elles furent au contraire transformées en simple bétail électoral, maniable et manipulable à volonté, avant, pendant et après les scrutins. En lieu et place de projets de société dignes de ce nom et de programmes d'application cohérents, les « politiciens » se réfugient derrière l'ethnicisme, le régionalisme, l'achat des consciences, sources de clientélisme et de népotisme. Les horizons du développement, comme un mirage, s'éloignent inexorablement. Tous les défavorisés ont progressivement fini par prendre conscience qu'il ne suffit pas d'organiser des élections « libres », « inclusives » et « transparentes » pour voir leur quotidien s'améliorer. Au contraire, ces élections sont devenues un puissant moyen de promotion sociale pour quelques individus.

Même les alternances au pouvoir sont souvent conçues afin de perpétuer la domination de la nouvelle (souvent vieille) classe politique, de sauvegarder les intérêts et de garantir une certaine impunité.

C'est la lecture qu'autorisent les tendances consistant à réviser les lois fondamentales dans plusieurs pays africains. Le constat fait par Tariq Ramadan en ce qui concerne la marche globale du monde est valable ici plus que partout ailleurs. Cette marche du monde se caractérise par l'injustice : « Jamais ordre du monde, bien avant les puissantes technologies, avant cette fameuse mondialisation, écrit-il, n'a provoqué autant de morts que depuis deux siècles et particulièrement de nos jours » (Ramadan 2002:12). Qu'on songe simplement à ces vastes cimetières de Sahéliens que sont devenus les déserts et les océans.

En conséquence, s'il était question de savoir lequel, entre la démocratie et un État centralisé, serait le levain du développement, les Sahéliens, surtout les jeunes frappés par le chômage, les populations des zones rurales végétant dans la pauvreté et la misère, exposées aux famines, aux disettes dues aux aléas climatiques, préféreraient certainement un régime islamique – qui de surcroît leur fait miroiter une justice sociale, conformément aux prescriptions coraniques (dont ils ne sont pas si ignorants) – et les professions de foi des acteurs manipulateurs de consciences que sont les politiciens vêtus du manteau de l'islam.

Étant donné que la démocratie est « le pouvoir du peuple par le peuple », les islamistes ont eu tôt fait de saisir l'occasion unique qui se présentait à eux afin de s'approprier le pouvoir. C'est ce qui est arrivé en Algérie avec le Front islamique du Salut (FIS). C'est justement à ce niveau que se situe le plus grand danger. C'est véritablement là que l'islamisme radical menace la démocratie¹². En effet, une fois que le pluralisme démocratique avec son cortège de libertés (d'association, de réunion, de pensée, de culte, etc.) fut proclamé et reconnu pour chaque citoyen ou groupe de citoyens, c'est en toute légalité que les islamistes se regroupèrent afin d'aller à la conquête du pouvoir politique. Mais si, pour la plupart des partis politiques d'obédience occidentale et véritablement démocratiques, l'objectif est la consolidation de la démocratie, pour les islamistes, le but est clair : utiliser la démocratie pour mettre fin à la démocratie. C'est dire que la démocratisation des pays appartenant à l'espace sahélien s'est accompagnée aussi de celle des droits de toute sorte pouvant menacer ce qui les a rendus possibles (la démocratie), comme l'atteste l'avènement du FIS en Algérie. À cet effet, ils se sont déjà, prospectivement, préparés en conséquence, investissant les mosquées qui leur servent de tribunes et transformant ainsi les fidèles en militants. Utilisant alors les discours des extrêmes (gauche ou droite), ils ont pu conquérir les cœurs des fidèles d'autant qu'ils disposent de textes qu'ils n'ont pas élaborés et auxquels les croyants sont indéfectiblement attachés (le Coran et les Hadiths, complétés par les réflexions de certains imans cités à volonté). Quant à la situation objective, elle se caractérise par la précarité dans laquelle vivent la plupart des croyants, confinés dans les quartiers populaires, les zones rurales, cibles préférées des islamistes. En un mot, les islamistes radicaux ont véritablement réussi là où les différentes gauches africaines ont lamentablement échoué. Eux ont su utiliser les espaces publics que constituent les mosquées et ont su les transformer en véritables tribunes de propagande politique, à l'image des agoras grecques¹³. En plus, les trafics de tout genre auxquels ils s'adonnent leur procurent des moyens financiers avec lesquels ils peuvent opérer ou tout au moins aller à

la conquête démocratique du pouvoir¹⁴. Si, à cela, il faut ajouter aujourd'hui tout l'arsenal de guerre provenant de la grande poudrière libyenne, éparpillé à travers tout le Sahel, sans compter celui qui circulait déjà suite à la mauvaise gestion du problème sahraoui, palestinien et bien sûr syrien, on ne peut qu'avoir de réels motifs d'inquiétude quant à la pérennité des États sahéliens, tout engagés dans la démocratisation qu'ils soient.

Comme noté plus haut, de tous les dangers qui créent une atmosphère d'insécurité sur le continent africain, le plus grand et le plus immédiat reste et demeure l'islamisme radical pouvant mener au *djihadisme*. L'heure n'est certainement plus à la simple recherche des causes de la montée de cet islamisme au Sahel, mais à la recherche de palliatifs pouvant permettre de mettre fin au drame que vivent les Sahéliens et au-delà les Africains, puisque de toute évidence aucun pays n'est à l'abri de la furie meurtrière des djihadistes¹⁵. Cinq pistes de réflexion peuvent être dégagées sous forme de propositions, et sont avancées comme moyens propres à mitiger le *djihadisme* au Sahel.

Les pistes de la paix

La déradicalisation du discours

Il est nécessaire, d'abord, d'abandonner l'attitude qui consiste à dire que les *djihadistes* ne sont pas des musulmans. Il faut les reconnaître comme tels, mais considérer qu'ils se sont égarés dans le sens où l'entendait Abou Hamid Al-Ghazali¹⁶, c'est-à-dire victimes d'un discours. Si l'on accepte ce postulat, il urge, donc, de procéder à la déconstruction et à la reconstruction du discours qui les a transformés. Dans ce sens, la principale cible serait la *Shari'a* dont l'application est présentée par les idéologues du *djihad* comme source de bonheur¹⁷. Il est nécessaire de leur faire comprendre que le *Djihad*, comme l'écrit Tariq Ramadan, est un effort

De purification intérieure, de spiritualisation de l'être devant le Créateur. [...] l'association de la foi à l'expérience de l'effort pour atteindre l'harmonie et la sérénité. La vie est cette épreuve, et la force spirituelle est signifiée par le choix du bien, de la bonne action pour soi et pour autrui¹⁸. (Ramadan *op. cit.*:27)

Le *djihad* signifie donc se faire violence soi-même et regarder autrui comme un autre soi-même. Cette violence exercée sur soi, par soi, pour autrui, est aussi en fait pour soi¹⁹. Cela nous ramène à ce précepte de la morale de Kant qui dit : « Agis de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre, toujours et en même temps comme une fin et jamais comme un moyen²⁰. »

Dé-marginalisation des intellectuels non « europhones » et plus généralement lutte contre le chômage

Puisque la gouvernance démocratique, telle qu'elle est menée actuellement dans la plupart des pays du Sahel en proie au *djihadisme*, est apparue comme ce qui incite les *djihadistes* à agir et à disposer de sympathies et de combattants au sein des masses populaires, la première des choses qu'il faut envisager, on s'en doute, est la bonne gouvernance. Qu'entendre par là ? Nous pouvons affirmer avec certitude que les groupes terroristes et *djihadistes* recrutent en premier lieu parmi les intellectuels arabophones-arabisants qui, à leur tour, vont se charger de propager les idées et de recruter des combattants ou des candidats au suicide dans les couches les plus démunies de notre société²¹.

À y regarder de près, ces intellectuels arabophones-arabisants sont totalement en marge de notre système administratif en place. Pourtant, Moreau avait déjà prévenu dès 1982, comme pour donner raison à Maurice Ansiaux, que

Peu à peu les têtes pensantes ont été d'anciens élèves de l'université Al-Azhar du Caire, ou de l'Institut Ben-Badis de Constantine, ou encore de la Qarawiyyin de Fès de la Zituna de Tunis, dont toutes les sympathies vont aux idées régnant dans le monde arabe contemporain (Moreau, *op. cit.*: 35).

À notre avis, c'est une injustice source de frustrations. Il urge de les dé-marginaliser afin qu'ils ne soient plus les pépinières de ces groupes²². Il est clair, comme le soutient Moreau, que ces mouvements de réflexion et d'éducation sont devenus de plus en plus le lieu de refuge de

Toute une couche de la société musulmane, surtout urbaine, qui est sensible aux interrogations de notre temps, posées tant par les sciences et les techniques que par le brassage des cultures, par la montée de la misère, les nécessités du développement, la menace de la guerre ou sa brutale réalité (*Ibid.*:35-36).

Pire, ces mouvements sont arrivés, comme en Algérie, et en Égypte naguère, à se faire les porte-étendards des pauvres et des sans voix. Moreau écrit :

Certains croyants se sentent directement concernés par le travail de ces cercles qui cherchent à retourner aux sources, et tentent des formulations de la foi plus en consonance avec notre temps. Dans ces nouvelles instances on a d'ailleurs besoin d'entendre ces questions, d'en débattre avec tous ceux qui s'interrogent (*Ibid.*:35).

Il ne s'agit pas d'en faire des super citoyens. Mais on peut bien les identifier et leur accorder ce qu'on a toujours accordé à certains citoyens sous prétexte qu'ils ont pris les armes. Il ne faut surtout pas oublier que la différence fondamentale entre ceux qui se font passer pour des rebelles et ceux qui

sont censés appartenir aux groupes *djihadistes* réside essentiellement dans l'occupation de l'espace²³. Il faut prendre en compte cette analyse de Moreau selon laquelle

Les jeunes générations se trouvent engagées dans une aventure à laquelle elles ne sont guère préparées. Pourtant elles peuvent être attirées par une recherche religieuse conduite selon une dynamique différente de celle des musulmans traditionnels. En effet, les courants que j'appelle « réformistes » semblent promis à un bel avenir, alors qu'ils étaient encore bien fragiles il y a trente ans, qu'il s'agisse de mouvements fondamentalistes s'inspirant du wahhabisme saoudien, ou des courants d'idées venus d'Égypte ou d'Algérie, ou encore de recherches carrément « modernistes ». Chez tous ces musulmans, on ne tourne plus autour de personnalités privilégiées ; ce sont des équipes, des associations dont le fonctionnement ressemble de moins en moins aux organisations anciennes (*Ibid.*:34).

Jusqu'ici, beaucoup s'abstiennent de prendre les armes. Mais c'est une situation qui ne peut durer. La nouvelle tendance s'exprime déjà sous forme de critiques formulées à l'encontre des ordres *soufis*

À une époque plus récente, dit David Robinson, de nombreux réformateurs ont émis des critiques quant à l'affiliation au soufisme. C'est par exemple le cas des réformateurs salafistes au Maroc [...], et des wahhabites en Arabie Saoudite (Robinson 2010:43).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les opinions, les thèses et la doctrine véhiculées par les wahhabites ont un poids considérable par le seul fait de la richesse et du prestige de l'Arabie Saoudite, du Koweït et plus récemment du Qatar. L'Arabie Saoudite ne contrôle-t-elle pas les lieux saints de l'islam où les croyants se réunissent au moins une fois l'année ?

Contrôle et limitation des prêches

Pris dans de telles préoccupations, le croyant devient un autre homme : plus responsable à l'égard de ses frères dans la foi, beaucoup plus ouvert à ce qui se passe dans l'ensemble du monde musulman, avec un sens plus vif des solidarités. Presse, radio et télévision sont de plus en plus largement utilisées. Les voyages aussi se multiplient, qui permettent de participer aux manifestations internationales de l'islam. (Moreau, *op. cit.*: 35)

Des groupes religieux s'adonnent impunément à des pratiques injurieuses qu'ils qualifient de prêches. C'est la preuve que ces groupes ne veulent pas la paix dans le pays. Il serait judicieux de suspendre certains prêches, pour un temps (la situation nous l'impose), surtout à travers les médias privés. Au besoin, que ceux-ci ne se fassent plus en direct, mais en différé. Dans le

monde d'aujourd'hui la seule alternative, c'est la non-violence ou alors la non-existence. En effet,

D'autres musulmans, écrit Moreau, sont concernés par ces institutions militantes : ce sont les hommes politiques. Pour certains de ceux-ci, le souci premier n'est pas religieux ; formés dans la laïcité, ils veulent surtout ne pas entrer en conflit avec l'orthodoxie régnante et ne pas scandaliser leurs partisans actuels et éventuels. D'autres désirent trouver dans l'islam l'inspiration profonde de leur action, à condition de sortir des schémas anciens et de rompre avec les vieux cadres anachroniques²⁴. (Moreau, *op. cit.*:36).

Contrôle du mouvement des hommes

Nous n'avons pas la prétention de donner des leçons aux agents des renseignements généraux. Ils ont suffisamment démontré leur professionnalisme. Mais aujourd'hui, le monde fait face à de nouvelles stratégies de groupe. Ce n'est plus une guerre classique où on a deux ou plusieurs armées face à face. C'est une guerre de renseignements. Il est donc impératif de réactiver certains réseaux de renseignements. Cela permettra de surveiller les faits et gestes de ces individus, particulièrement dans les capitales et dans les grandes villes. En outre, les chefs traditionnels (quartiers, villages, cantons) ont un rôle capital à jouer. Ils savent qui est qui et qui reçoit qui et quoi. Enfin, il faut étroitement surveiller les mouvements de nos compatriotes qui se rendent régulièrement dans les pays du golfe persique sous le prétexte des affaires, et surtout mettre à contribution les établissements bancaires pour les mouvements de fonds.

Les cadres de commandement (gouverneurs, préfets) et élus locaux doivent s'adonner réellement à la tâche pour laquelle ils ont été promus ou élus, au lieu de verser dans la politique politicienne. La surveillance du territoire leur incombe avant d'être l'affaire des services de renseignements généraux.

La lutte contre l'ignorance

Le dernier point de notre réflexion est relatif au niveau de culture de nos concitoyens. Platon écrivait que

La maladie de l'âme, c'est, il faut en convenir, la déraison, et il est deux sortes de déraison, l'une est la folie, l'autre l'ignorance. Par conséquent, tout ce qu'on ne peut ressentir sans éprouver l'un ou l'autre accident doit être appelé maladie²⁵.

Et le Coran oblige à la lecture :

Lis, au nom de ton Seigneur qui a créé tout ; qui a créé l'homme de sang coagulé. Lis, car ton Seigneur est le plus généreux. Il t'a appris l'usage de la plume ; il apprit à l'homme ce que l'homme ne savait pas, dit le Coran (XCVI:1-5).

À défaut d'aller chercher le savoir jusqu'en Chine, il faut le faire venir jusqu'au Sahel. Au demeurant, ce ne serait absolument pas une chose nouvelle. En même temps, en effet, que le Sahel constituait un espace de circulation des personnes et des biens, au point d'être ce lieu de brassage racial, ethnique, de grandes foires commerciales, il formait aussi un haut espace de circulation d'idées, comme en témoignent les nombreux manuscrits qui ont été les cibles des djihadistes dans le « nord Mali ».

Conclusion

Aujourd'hui, les intellectuels arabophones n'écartent plus la possibilité du recours au djihad afin de s'emparer du pouvoir et de l'exercer selon les prescriptions islamiques. Et comme cette notion de djihad est très malléable, selon les circonstances et les hommes, on a très vite fait de la réduire à ses aspects négatifs. Il y a en effet deux conceptions du djihad : le grand et le petit. La première renvoie à la nature de l'homme qui est faite de tension et de conflit intérieurs. Le plus grand djihad est celui que chacun mènera contre lui-même, contre son cœur, contre les tendances négatives et destructrices qui sommeillent en chaque homme. « Par l'âme et celui qui l'a formée, et qui lui a inspiré sa méchanceté et sa piété ; celui qui la conserve pure sera heureux ; celui qui la corrompt sera perdu », proclame le Coran (XCI:7-10), pour rappeler d'abord la nature ambivalente, puis l'existence de tensions en nous, mais aussi tout l'effort que nous devons déployer pour que la tendance positive l'emporte sur la négative, ou, comme le dit encore Tariq Ramadan, l'effort

De purification intérieure, de spiritualisation de l'être devant le Créateur. [...] l'association de la foi à l'expérience de l'effort pour atteindre l'harmonie et la sérénité. La vie est cette épreuve, et la force spirituelle est signifiée par le choix du bien, de la bonne action pour soi et pour autrui. (Ramadan, *op. cit.*: 27)

Ignorant ce Grand Djihad, de loin le plus méritoire et qui est une obligation pour chaque être, certains musulmans ont préféré s'en tenir au plus facile, mais plus destructeur, car faisant de la violence sur autrui une donnée permanente. Or ce que proclame la démocratie, c'est d'abord le respect de l'autre dans sa dignité et son intégrité, tant physique que morale. En dirigeant

la violence sur autrui, les djihadistes menacent non seulement l'esprit de la démocratie, mais le principe de la cohabitation lui-même. Autant dire que c'est le mode d'être même des États du Sahel qui se trouve être secoué et les solutions peinent à être trouvées. Le djihad signifie donc la guerre, la violence dirigée vers l'extérieur. Elle vise à anéantir l'autre, parce que différent (religieusement) de soi et ne partageant pas les mêmes inclinaisons. Dans cette furie destructrice, même certaines catégories de musulmans ne sont pas épargnées. Dieu range cela dans la catégorie des actes ignobles. Or « quiconque aura commis une mauvaise action, agit iniquement envers sa propre âme... » (Coran IV:110). Ces groupes sont comme des poupées russes. Toute élimination d'un leader entraîne automatiquement son remplacement par un autre souvent plus radical que le premier. À cela il convient d'ajouter le fait que chaque groupe est en connexion avec un autre, ce qui autorise à parler de l'Internationale djihadiste.

Ces associations, soutient Moreau, qui ont de plus en plus tendance à se fédérer entre elles pour affirmer leur audience, suscitent à leur manière une vie collective avec ses propres manifestations. En priorité, elles ont créé des écoles, organisé des cycles de conférences, selon une pédagogie sans rapport avec celle des vieux maîtres de jadis. Elles invitent à de grands rassemblements, mais l'ambiance est davantage celle des meetings qui mobilisent une foule militante que le climat de fêtes autour d'un grand sérine : ce sont des colloques, des congrès, où l'on réfléchit sur l'état de la religion, où l'on étudie les moyens à prendre pour améliorer les situations. Les devoirs des musulmans en matière sociale et politique sont examinés ; des programmes sont élaborés. (Moreau, *op. cit.*:35)

Si, au début des années quatre-vingt, les musulmans touchés par ces courants de pensée réformistes et modernisants étaient minoritaires et si leur poids restait limité dans l'opinion publique musulmane, cela n'est plus le cas actuellement. Leur influence s'étend désormais et en masse jusqu'aux hameaux les plus reculés.

L'existence de mosquées ultramodernes à côté des cases dans les villages est la preuve concrète de leur extension. Ils ne doivent donc plus être ignorés dans les vastes secteurs ruraux. Tout s'est transformé très vite avec les soutiens matériels et financiers de certains États ou groupes des pays du Golfe.

Notes

1. Référence est faite ici aux différents attentats survenus au Mali, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, que certains groupes armés *djihadistes* ont ouvertement revendiqués, mais aussi à l'arrivée des groupes *djihadistes* qui ont occupé le « nord Mali » en 2012, et surtout à l'émergence, à l'implantation et aux

offensives – qui n'épargnent personne, y compris les musulmans – au Nigeria, au Niger, au Cameroun et au Tchad, du *Jama'atul Abl as-Sunnah lil Dawat wal Djihad*, alias « *Boko Haram* », puis « État islamique en Afrique de l'Ouest ». Il est à remarquer que, traduit en français, la véritable appellation de « Boko Haram » (un slogan anti-culture occidentale en Haoussa), n'est rien d'autre que Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Cela rappelle le nom du groupe algérien qui est devenu Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI), une mutation du Groupe armé islamique en Algérie, lui-même, issu des rangs du Front islamique du Salut (FIS) vainqueur présumé des élections législatives organisées démocratiquement en Algérie, que le Front de libération nationale (FLN), parti politique au pouvoir depuis l'indépendance de ce pays en 1962, sentant le danger de la remise en cause de l'ordre démocratique, s'est empressé d'annuler, provoquant des troubles et une guerre civile dont ce pays tarde encore à venir à bout. Il en est de même pour le Mouvement uni pour le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) qui s'est implanté au Mali et qui est animé non pas par des Maghrébins, et donc des étrangers, mais par des populations autochtones, de surcroît noires, du Mali, du Niger et de la Mauritanie. Du reste la multiplicité des fronts dans ce pays ne s'explique qu'à l'aune de la diversité des composantes ethno-culturelles peuplant le « nord du Mali ». Étant donné donc qu'il existe une certaine similitude dans les appellations, il y a nécessairement une identité de vision et de référence. Seuls quelques petits problèmes de leadership ou d'ego séparent ces différents groupes dont il faut craindre la jonction et l'unité, sous la direction de l'État islamique opérant au Proche et au Moyen-Orient. Il se formera alors, au moyen de la terreur, du *djihad* si cela devient nécessaire, une espèce d'Internationale islamiste dont l'objectif serait la création d'un vaste ensemble politique, à l'image de l'ancien empire musulman, où la *Shari'a* sera appliquée.

2. Combien de fois n'avons-nous pas entendu dire : « Cela n'arrive qu'aux Arabes dont la culture, née des affres de la vie dure du désert, comporte en elle-même les germes de la violence » ? Et on se présente soi-même comme un très bon musulman se contentant de prier, et ses concitoyens comme des musulmans pacifiques et pacifistes érigés en modèle de fidélité à la philosophie de l'appellation de cette religion qui signifie « paix, soumission à Dieu ».
3. Kant, dans *Conjectures sur les débuts de l'histoire humaine*, avertissait que l'homme ignorait le mal « avant l'éveil de la raison ». Les progrès du genre humain comportent pour ainsi dire une certaine négativité, en ce sens qu'ils sont également cause des maux qui gangrènent l'humanité et ternissent l'image même de l'homme. Mais Platon en avait déjà fait cas dès l'Antiquité. Voir Platon, *Timée*, 35 a, dans *Œuvres complètes* II, Paris, Gallimard, 1950.
4. Il a fallu tout simplement la survenue de quelques attentats kamikazes, de quelques actions meurtrières, pour se rendre à l'évidence, avec stupeur et stupéfaction, que l'islam des Africains au sud du Sahara a fait sa mue et ce, malgré la persistance de quelques confréries semblant, pour l'instant, perpétuer la longue tradition d'un islam modéré.

5. Et multiples sont les voies qui se revendiquent de cette religion. Ce mot de Hampaté Bâ revêt une importance capitale dans le sens de la tolérance entre les voies quand il écrit : « L'islam, avec ses trois niveaux fondamentaux, est symbolisé par un cercle, ses rayons et son centre. La circonférence représente la Sharia, la loi extérieure. Les différents rayons sont les Tourouq, qui sont autant de voies pour se rapprocher du centre, mais qui, toutes, prennent appui sur la circonférence sans jamais se séparer d'elle. Le centre lui-même est la Haqiqa, la vérité—Une, la Réalité essentielle, but ultime de toute voie spirituelle authentique. On peut remarquer que plus les rayons se rapprochent du centre, et plus ils sont proches les uns des autres. Les rares élus qui parviennent au centre tiennent, pour ce qui se rapporte à l'essentiel, un même langage, celui de l'Unité et de l'Amour. » (Bâ, A. H., *Vie et enseignement de Tierno Bokar : le Sage de Bandiagara*, Paris, Seuil, 1980, p. 246, note 1).
6. On se souviendra des prises de position courageuses, voire des appels à la désobéissance, des imams sénégalais à propos des délestages d'électricité et des coupures d'eau qui affectaient plus les couches populaires (c'est-à-dire leurs fidèles) qui pourtant étaient en règle avec la société en charge de la distribution de l'énergie et de l'eau. Ces imams se sont ainsi posés en défenseurs des citoyens face à ce qu'ils considèrent comme une injustice. Que dire alors de leurs réactions, sinon de leur hostilité, face à certains programmes de télévision ou certaines pratiques qui heurtaient la morale et souvent le simple bon sens ? Certes, dans certains cas, ces réactions sont timides et éphémères, mais ce sont là des prémices d'un investissement de l'espace public. Il serait totalement illusoire d'y voir de simples réactions épidermiques et de les considérer comme des feux de paille. C'est le résultat d'une prise de conscience du rôle et de la force politique qu'ils représentent. Déjà, lors des manifestations politiques qui se sont déroulées le 16 février 1994 à Dakar, au cours desquelles des agents des forces perdirent la vie, brûlés dans leur fourgonnette ou tailladés avec des machettes, selon la version officielle, des signaux forts avaient été émis par les *Moustarchidines*.
7. On lira avec profit le texte de Tshiyembé Mwaliya, *L'État post-colonial facteur d'insécurité en Afrique*, Présence africaine, 1990.
8. Aristote, *La politique*, Paris, Vrin, 1995, I, 2, 1253 a, p. 35.
9. Quelques pays, il est vrai, échappent à un tel phénomène, mais dans leur écrasante majorité les jeunes sont laissés à eux-mêmes, végétant dans la misère totale, ce qui les rend réceptifs aux discours que tiennent les *djihadistes*.
10. N'oublions pas que dans l'histoire, au temps des grands empires et royaumes, ces mêmes zones ont connu des moments de gloire sous la bannière de l'islam justement. Objectivement et subjectivement donc, toutes les conditions sont réunies afin de les engager dans des actions terroristes et *djihadistes*. Les jeunes de ces contrées ne se sacrifiaient-ils pas déjà en mer et dans le désert en quête d'horizons meilleurs qu'ils ne trouvent pas sur place ?
11. Certes, bien avant l'arrivée de la démocratie, il existait (et existe encore) déjà dans certaines zones des velléités séparatistes, indépendantistes ou autonomistes, que l'on a pensé pouvoir résoudre dans un cadre démocratique avec la décentralisation

comme substitut du fédéralisme et/ou du séparatisme. C'est ainsi qu'au Mali et au Niger, on peut citer le cas des revendications des Touareg, celles des Toubous au Tchad et au Niger et celles des différents mouvements casamançais au Sénégal. Pourtant, malgré toutes les mesures prises dans le sens de la responsabilisation des citoyens à la base, il est encore à craindre qu'à la faveur de la démocratisation les uns et les autres ne redoublent d'efforts puisqu'ailleurs (Sud Soudan, Érythrée) les revendications ont abouti à l'indépendance et donc à la partition de certains États. La stabilité et la cohésion de nos États ainsi que la sécurité des populations se trouvent donc durement éprouvées.

12. Tout récemment au Nigeria, le leader de la secte *Ja'atul Ahl As-Sunnah lil Dawat wal Djihad* alias « *Boko Haram* » (qui est devenue depuis une branche de l'État islamique en Afrique de l'Ouest) Abubakar Shekau, dans un discours incendiaire, s'était clairement pris aux institutions démocratiques du Cameroun. Celui-ci, en effet, s'est tout simplement prononcé (en langue Hausa) contre la constitution et la démocratie, ainsi que sur les modes de désignation des dirigeants à partir d'élections libres et transparentes dans les quatre États riverains du bassin du lac Tchad. La situation ne semble guère plus réjouissante au Mali avec, notamment, la présence de AQMI, du MUJAO, des Mourabitines et plusieurs mouvements à tendance islamiste radicale. Les attentats orchestrés à l'hôtel Radison ainsi que ceux de Ouagadougou et de Grand Bassam attestent de la détermination de ces différents groupes à atteindre coûte que coûte leurs objectifs et du fait qu'aucun État du Sahel n'est à l'abri. En un mot, la zone saharo-sahélienne est prise dans un tourbillon dont les premières victimes sont naturellement les femmes, les enfants et les vieillards.
13. Par exemple, c'est à l'issue d'un long processus que les Frères musulmans d'Égypte ont pu arriver au pouvoir, quoique l'ayant exercé de manière éphémère ; le syndrome algérien étant passé par là. Cependant nul n'ose affirmer que les élections qui les ont portés au pouvoir n'ont pas été démocratiques. Les gauches africaines ont véritablement manqué de stratégie à ce niveau, trop prisonnières qu'elles étaient des conceptions assez rigides de certains théoriciens de gauche qui refusent de considérer le fait religieux comme une donnée incontournable pour qui veut s'adresser aux masses, surtout sahéliennes. Comme conséquence, elles furent confinées dans un élitisme et une parcellisation qui ne leur permettent pas d'accéder au pouvoir. Elles sont restées pour l'essentiel à l'arrière-plan, se transformant en partis de soutien à des formations politiques plus réalistes. Dans ces conditions, elles ne peuvent absolument pas disposer de marge de manœuvre pour appliquer leurs programmes et mener les sociétés vers un changement qualitatif. Forts de leur assise populaire, les islamistes radicaux vont développer des réseaux internationaux qui leur permettront de renforcer leur savoir, leur expérience, et d'acquérir des moyens matériels et financiers nécessaires à la conquête du pouvoir.
14. D'ailleurs, il n'y a pas que les seuls *djihadistes* qui tirent un bénéfice de cet état de fait. Certains officiers supérieurs et certains politiciens à la traîne n'ont aucun intérêt à voir le problème de l'insécurité réglé puisqu'ils en tirent d'énormes bénéfices en se posant en « médiateurs ».

15. En Afrique de l'Est, la situation est déjà grave avec les *Shebabs* dont les actions commencent à toucher même des pays de l'Afrique australe. Au centre du continent, les éléments qui ont déclenché la guerre civile en République centrafricaine peuvent être tentés de l'étendre à toute la forêt équatoriale. Avec le nord du continent, à cause de sa proximité avec le Proche et le Moyen-Orient, de la situation en Libye où est implantée une branche de l'État islamique, des événements récurrents en Tunisie, de la présence d'AQMI en Algérie et celle des Frères musulmans en Égypte, il est fort à craindre que tout le continent ne soit sous la coupe d'hommes et de femmes qui sont totalement hostiles à la démocratie. L'embryon de l'Internationale djihadiste que constitue l'État islamique, auquel les groupes djihadistes opérant sur le continent africain font allégeance, autorise à envisager une telle possibilité.
16. Abu Hamid al-Ghazali, *The Incoherence of the Philosophers*, traduction, introduction et notes par Michel E. Marmura, Birgham Young University Press, 1997.
17. La *Shari'a* que certains musulmans réclament (ou veulent imposer) est définie par David Robinson comme « la loi de l'islam ordonnée par Dieu et définie au cours des premiers siècles de l'islam » (Robinson 2010:298). Cette Loi serait donc *sui generis* de l'islam parce qu'ayant d'abord deux sources principales : le Coran et les Hadiths, le Coran restant et demeurant la référence principale.
18. Il est vrai qu'il est plus facile d'orienter la violence vers l'extérieur, c'est-à-dire sur autrui, que vers l'intérieur, c'est-à-dire sur soi. Tout acte réflexif est plus pénible lorsque le sujet est appelé à faire un effort réflexif dont il est à la fois l'antécédent et le conséquent, effort visant son amélioration.
19. Notre intime conviction est que l'esprit du Grand *djihad*, débarrassé de ses oripeaux strictement religieux, est en parfaite adéquation avec la démocratie. Au fond, les deux esprits bien compris encouragent la citoyenneté, car il s'agit de faire sienne cette formule socratique du « connais-toi toi-même » avant de se projeter vers l'extérieur et de considérer que chaque citoyen est un duplicata de soi.
20. Kant, E., *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Cérès, 1994, p. 106.
21. Ils transforment alors les mosquées en espaces de propagande (comme l'avait fait le Front islamique du Salut en Algérie), à commencer par les plus petites (faites simplement de quelques briques) et qui avoisinent, sans que cela ne scandalise personne, les grandes mosquées. Or ce sont là les premiers jalons d'une division de la « *Ummah* ». Progressivement, ces petites mosquées prennent de l'ampleur (on y distribue ce qui n'est la « *Zakat* » que de nom et qui en réalité n'est rien d'autre que de l'argent sale) et d'un coup on érige une grande mosquée que l'on inaugure souvent en présence des autorités.
22. Ces intellectuels non européens sont pour la plupart confinés dans l'animation des écoles coraniques informelles et dans le meilleur des cas dans les « *Madrasas* », malgré leur immense savoir. Cela est surtout valable dans le Soudan central où les zones du bassin du lac Tchad furent frappées d'ostracisme depuis l'indépendance, et ce, suite à la perception que les colonisateurs avaient de ces régions. Dès lors, exclus (pour cause de privatisation) du système éducatif officiel, ils se tournèrent

- vers ce qu'ils considèrent comme relevant de la tradition de ces zones : les écoles coraniques qui leur ont ouvert l'accès aux grandes écoles et universités des pays arabes. Ces hommes et ces femmes ont leur place dans l'administration. En cas contraire ils se feront entendre à leur manière, c'est-à-dire en se « vendant » (et à leur corps défendant) aux puissances « wahhabites ».
23. Les *djihadistes* peuvent exister dans tous les villages, instrumentalisés qu'ils peuvent être par des individus qui leur promettent le paradis aussi bien céleste que terrestre (dans ce dernier cas, on sécurise leurs familles à coup de dollars). Ils sont plus dangereux !
 24. On sait aujourd'hui que des hommes politiques du Nord Nigéria ont voulu se servir de certains mouvements islamistes pour mettre en difficulté le régime d'Olusegun Obasanjo. Mais ces mouvements ont échappé à leur contrôle et sont devenus de véritables monstres.
 25. Platon, *Timée*, 86 b, dans *Œuvres complètes* II, Paris, Gallimard, 1950.

Référence

- Ansiaux, M., 1891, « Les confréries musulmanes et leur rôle politique », *Revue de Belgique*, Bruxelles, p. 3-24.
- Aristote, *La politique*, Paris, Vrin, 1995.
- Bâ, A. H., 1980, *Vie et enseignement de Tierno Bokar, le Sage de Bandiagara*, Paris, Seuil.
- Diagne, S. B., 2010, *Philosophie et théologie en islam*, Dakar, Feu de Brousse.
- Kane, O., 2003, *Intellectuels non europhones*, document de travail n° 1, Dakar, CODESRIA.
- Kant, E., 1994, *Conjectures sur les débuts de l'histoire*, dans *La philosophie de l'histoire*, Paris, Montaigne.
- Kant, E., 1994, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Cérès.
- Moreau, R. L., 1982, *Africains musulmans*, Paris-Abidjan, Présence Africaine/INADES.
- Namaïwa, B., 2013, « Migrations et interculturalité, le mouvement des idées du Bilad es-Sudan vers le Maghreb », *Revue Africaine*, Paris, Fikira/L'Harmattan, p. 17-35.
- Ramadan, T., 2002, *Jihad, Violence, guerre et paix en islam*, Paris, Tawhid.
- Robinson, D., 2010, *Les sociétés musulmanes africaines, configurations et trajectoires historiques*, Paris, Karthala.
- Tshiyembé M., 1990, *L'État post-colonial facteur d'insécurité en Afrique*, Présence Africaine.

